

LA LUTTE PALESTINIENNE ENTRE DANS UNE NOUVELLE PHASE

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - LIT-QI
WWW.LITCI.ORG

La vague puissante de révolutions dans le monde arabe – qui renverse depuis deux ans des dictatures sanguinaires et met en question la domination impérialiste dans cette région stratégique – place la lutte historique du peuple palestinien contre l'occupation et le génocide perpétré par l'Etat nazi-sioniste d'Israël et l'impérialisme étasunien dans une nouvelle phase, à un niveau supérieur.

La cause palestinienne est inséparable de la révolution dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La lutte héroïque du peuple palestinien s'unit avec celle d'autres peuples dans un seul processus, dans lequel chaque affrontement contre l'impérialisme et ses gendarmes (Israël et les dictatures génocidaires) renforce la lutte pour la libération de l'ensemble de la région.

C'est dans ce cadre politique, favorable et qualitativement différent de toute autre situation depuis des décennies, que nous sommes témoins d'une nouvelle agression génocidaire d'Israël contre la population palestinienne de la bande de Gaza, où l'armée sioniste a mené d'intenses bombardements aériens et navals, assassinant 170 Palestiniens (dont 40 enfants), alors que seulement six sionistes y ont trouvé la mort.

Aux assassinats en masse – une pratique courante des sionistes – se sont ajoutés des assassinats ciblés de plusieurs dirigeants palestiniens du Hamas, dont Ahmed Jabbari, chef des brigades Ezedin Qassam, la branche armée de cette organisation. En outre, des centaines de maisons, des bâtiments publics et toutes sortes d'infrastructures de base ont été détruits.

Face à un tel massacre, nous ne pouvons pas laisser passer cette affirmation, fautive, mais fortement répandue, qu'il s'agissait en fait d'une « guerre » dans laquelle Israël (cyniquement appelée « la seule démocratie au Moyen-Orient ») se défendait des

« attaques terroristes » des Palestiniens. Toute personne ayant un minimum de sensibilité sociale peut se rendre compte que là, il n'y a eu aucune « guerre », mais bien une attaque génocidaire brutale perpétrée par Israël, contre un peuple pauvre qu'il maintient depuis 64 ans sous une occupation militaire directe. Il s'agit d'une agression militaire comme celles qu'il met en œuvre depuis des décennies, la dernière étant celle de 2008, lorsque, dans le cadre de l'Opération Plomb Durci, il a massacré 1 400 Palestiniens et détruit 15 % des habitations de la bande de Gaza, avec seulement 14 morts dans son propre camp.

Il en est ainsi parce qu'il n'y a tout simplement pas de point de comparaison entre les deux armées. Israël est une puissance militaire (et nucléaire) armée directement par l'impérialisme étasunien, alors que les Palestiniens, dirigés par le Hamas, possèdent un armement de loin inférieur, même si la puissance de feu du Hamas a considérablement augmenté.

Le cessez-le-feu fut une défaite pour Israël

Le 21 novembre dernier, un cessez-le-feu fut signé entre le Hamas et l'Etat sioniste, suite à la médiation de Mohamed Morsi, président égyptien et chef des Frères musulmans. L'accord et le rôle prépondérant de Morsi ont eu le soutien très marqué de Washington, en la personne de Hillary Clinton qui, en dépit de son soutien inconditionnel à Israël, a dû se rendre compte que, face à un résultat politico-militaire imprévisible, l'issue moins coûteuse était celle d'un cessez-le-feu.

Washington se rend parfaitement compte du fait énorme que les révolutions arabes ont fondamentalement changé la carte politique de la région. Les Etats-Unis ne disposent plus d'un Moubarak, une marionnette docile de leurs intérêts et de ceux d'Israël, qui a soutenu toutes les aventures militaires de l'impérialisme et du sionisme et a contrôlé étroitement la frontière de Gaza. L'impérialisme et Israël sont maintenant beaucoup plus isolés et doivent, par exemple, s'arranger avec un Morsi qui, même s'il est aussi un agent de la contre-révolution en Egypte, ne peut pas agir exactement comme Moubarak a agi, pour la simple raison qu'il tente de prendre le contrôle sur une révolution en marche.

Compte tenu de ce scénario, Morsi a dû marcher sur



LCT - LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs - QI
www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

la corde raide, essayant de paraître comme un « ami » des Palestiniens, mais sans rompre avec Israël, et moins encore avec les Etats-Unis. Il s'est donc limité à de beaux discours et à quelques timides mesures favorables aux Palestiniens, telles que l'envoi de son Premier ministre à Gaza et l'ouverture temporaire de ses frontières avec Gaza, pour éviter de se mettre à dos la population égyptienne et les masses arabes dans leur ensemble, qui historiquement soutiennent la cause palestinienne et condamnent l'agression israélienne. Mais le centre de la politique de Morsi fut de mettre tout le prestige dont bénéficie la Fraternité, au service de la tâche de contenir le combat dans son pays et dans toute la région, y compris la lutte du peuple palestinien. Il veut canaliser cette dernière dans le cadre de l'existence de l'Etat d'Israël, avec qui il a juré de maintenir le traité de Camp David qui lui garantit une sécurité totale.

L'accord de trêve avec les sionistes fut présenté par le Hamas comme une victoire politique, et fut célébré, non seulement à Gaza, mais aussi en Cisjordanie et dans plusieurs autres pays de la région, comme une avancée contre l'occupant sioniste. Nous, de la LIT-QI, nous rejoignons ce sentiment de la résistance palestinienne et nous affirmons que le cessez-le-feu – dans le contexte où il fut signé – est une défaite politique pour Israël et une grande victoire pour la cause palestinienne.

Il en est ainsi parce qu'Israël n'a pas seulement échoué à atteindre ses objectifs politiques et militaires avec l'agression militaire contre Gaza, mais il a approfondi aussi son isolement politique dans la région, en raison de la résistance palestinienne et, surtout, des révolutions arabes.

La signature de l'armistice équivaut à une défaite pour Israël, qui dut reculer – aux yeux du monde entier – dans une intervention où, en plus des bombardements, il menaçait de mobiliser plus de 75 000 soldats pour une invasion terrestre « imminente » de Gaza, « afin de détruire tout l'appareil militaire du Hamas ». Le fait est que le Hamas n'a pas été détruit, et surtout, que la résistance palestinienne n'a pas été écrasée. Les sionistes se sont retirés les mains vides. Cela ne fait qu'approfondir leur défaite de 2008 quand, même après avoir envahi Gaza avec des troupes au sol, ils ne pouvaient pas célébrer la victoire annoncée.

La réalité est que l'horizon s'assombrit pour Israël. Quatre ans après avoir promis de « détruire le Hamas », le gouvernement de Benjamin Netanyahu se voit confronté à un ennemi militairement plus fort. En effet, les milices palestiniennes ont tiré plus d'un millier de roquettes sur Israël. Une partie de celles-ci étaient iraniennes, du type Fajr-5. Elles esquivent les systèmes antiaériens et antimissiles avancés d'Israël et ne touchent pas uniquement les régions du sud d'Israël, mais explosent à Jérusalem et arrivent jusqu'à Tel-Aviv elle-même, un exploit inédit depuis 1970. Outre l'impact des roquettes et leur grand effet psychologique sur la population sioniste, il y a eu un attentat contre un bus à Tel-Aviv, revendiqué par d'autres secteurs palestiniens,

qui a fait 17 blessés. Tout cela a un poids moral profond qui, au-delà de l'aspect purement militaire, renforce tous les militants qui luttent pour la cause palestinienne.

La crise au sein du sommet sioniste

Le gouvernement sioniste de Netanyahou-Lieberman-Barak n'est pas non plus parvenu à se renforcer politiquement, en vue des prochaines élections du 22 janvier en Israël. Après avoir dû rebrousser chemin dans des conditions pires qu'avant l'invasion, Netanyahu se trouve en mauvaise posture, relativement affaibli face à la population israélienne elle-même.

Il faut se rappeler que 90 % de la population sioniste était en faveur des bombardements et même d'une invasion terrestre, comme il fallait s'y attendre chez les habitants d'une enclave militaire. Dans ce contexte, après la déclaration de l'armistice, 49 % des colons israéliens étaient en désaccord avec cette décision du gouvernement israélien.

L'interruption prématurée de l'Opération Pilier de Défense a également ouvert une crise politique au sommet de l'Etat sioniste. Les deux principaux personnages de l'actuel gouvernement, après Netanyahu, ont démissionné. Le premier n'est autre qu'Ehud Barak, ancien Premier ministre et jusqu'à récemment ministre de la Défense, qui a non seulement quitté son poste, mais a annoncé sa « retraite » de la vie politique. L'autre démissionnaire de l'exécutif sioniste est Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères et chef du parti nazi-fasciste Israël Beiteinu (qui est en coalition avec le Likud de Netanyahou), qui a été inculpé de fraude et d'abus de confiance.

Cependant, malgré l'usure – et comme expression de ce qu'est la société israélienne - l'alliance Netanyahou-Lieberman reste un favori ferme dans le processus électoral.

Le renforcement du Hamas

En outre, c'est le Hamas qui sort renforcé de l'opération. Il suffit de voir l'accueil réservé par les masses palestiniennes au chef du Hamas, Khaled Mechaal. Celui-ci qui pouvait entrer à Gaza – après avoir reçu des garanties de l'Etat d'Israël « qu'il ne serait pas assassiné » – pour célébrer le 25^e anniversaire du Hamas et de la première Intifada, et appeler à « libérer toute la Palestine » et à « ne pas céder un millimètre, du Jourdain à la Méditerranée » (ce qui comprend l'Etat sioniste actuel).

Le Hamas est une organisation palestinienne islamique, identifiée avec les Frères musulmans, qui ne reconnaît pas l'Etat d'Israël et qui maintient des confrontations militaires avec les sionistes, ce qui lui vaut d'être considéré comme une organisation « terroriste » par l'impérialisme. Pour cette raison, et face aux attaques d'Israël et de l'impérialisme, l'application d'une politique d'unité d'action dans la lutte (en particulier dans la lutte armée) pour vaincre Israël est une option correcte et un devoir.

Mais cette politique doit être appliquée avec l'indépendance de classe la plus stricte. Et avec un

combat permanent contre la politique de négociation avec Israël et la direction collaborationniste d'Abbas et du Fatah, mise en œuvre par la direction du Hamas. Ces jours-ci, il y a eu un rapprochement clair entre les deux directions palestiniennes, dans le cadre d'une volonté de favoriser la reprise de « négociations de paix » avec l'Etat sioniste. Tout cela a à voir avec le caractère de classe du Hamas, une direction bourgeoise avec un programme et une stratégie de construction d'un Etat palestinien islamique et capitaliste. C'est pourquoi ils sont farouchement opposés à l'organisation et la mobilisation indépendante des Palestiniens, qu'ils cherchent à contrôler d'une manière totalitaire, au point de réprimer tout type de lutte populaire à Gaza, même celles qui avaient comme objectif l'expression de solidarité avec les révolutions de la région.

L'ONU et l'Etat palestinien « observateur »

Sur proposition de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et chef du Fatah, l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre dernier a accordé le statut d'« Etat observateur non-membre » à la Palestine dans les territoires occupés par Israël en 1967, après un vote où 138 pays se sont prononcés en faveur, 41 se sont abstenus et seulement 9 ont rejeté la proposition.

La LIT-QI affirme que ni ce vote, ni la création effective – hautement improbable – de cet Etat microscopique ne sont une vraie solution et encore moins une réparation historique qui réponde aux revendications nationales du peuple palestinien. Ce serait la création d'un Etat non viable du point de vue économique, politique et militaire, dans un territoire sans continuité géographique et qui représente 22 % du territoire de la Palestine historique (en fait, moins de 15 %, en raison des colonies israéliennes en Cisjordanie). Cependant, même dans ces conditions, il est indéniable que le vote de l'ONU fut un échec cuisant pour les Etats-Unis et Israël. Il démontre l'isolement international croissant d'Israël et reflète des décennies de lutte, et en particulier la résistance héroïque récente à Gaza. A part les Etats-Unis et Israël, il n'y a que le Canada, la République tchèque, le Panama, Nauru, Palau, la Micronésie et les îles Marshall qui ont voté contre.

C'est pourquoi des milliers de Palestiniens célébrèrent cette décision et ont considéré cela comme une victoire. Face à la défaite, Israël a initié des représailles, annonçant la construction de 3 000 nouveaux logements de colons dans la zone E-1, qui diviserait pratiquement la Cisjordanie en deux et couperait la continuité territoriale du nord au sud, réduisant à néant toute possibilité de réaliser même l'Etat microscopique palestinien. Ces jours-ci, Israël a annoncé encore un autre plan de colonisation de 1 500 logements à Ramat Shlomo, un quartier de colons situé dans Jérusalem-Est. Les sionistes appliquèrent également une grave sanction économique aux Palestiniens. Israël décida de confisquer environ 92 millions d'euros, correspondant

à la redevance mensuelle à transférer aux Palestiniens pour les taxes perçues, et que le gouvernement de l'ANP utilise pour payer les salaires des fonctionnaires.

Pour une Palestine libre, unie, laïque, démocratique et non raciste !

Les nouveaux éléments de la réalité remettent à



l'ordre du jour les discussions stratégiques concernant la solution définitive au problème historique de la cause palestinienne et de la paix au Moyen-Orient.

En ce sens, la seule issue réelle pour la situation de conflit permanent dans la région est la construction d'une Palestine libre, unie, laïque, démocratique et non raciste dans l'ensemble du territoire historique de la Palestine. A cette Palestine, sans murs ni camps de concentration, les millions de réfugiés qui ont été expulsés de leurs foyers pourraient y retourner et vivre ensemble avec ceux des Juifs qui acceptent de vivre dans la paix et l'égalité.

Mais pour y arriver, la destruction complète de l'Etat nazi-sioniste d'Israël est absolument nécessaire, depuis les bases de sa fondation. Pour comprendre cette issue stratégique, il faut se rendre compte qu'Israël n'est pas un Etat « normal », mais une enclave militaire de l'impérialisme au service de la domination de la région. Israël est un Etat raciste et théocratique (par définition, c'est un « Etat juif »), fondé en 1948 sur la base de l'usurpation des territoires historiques de millions de Palestiniens et de leur expulsion avec des méthodes nazies de nettoyage ethnique. Par ce caractère d'enclave, tout est artificiel en Israël. Son économie est artificielle (elle dépend du financement direct des Etats-Unis) et même sa population est artificielle, basée, comme dans toute enclave, sur une population transplantée de colons qui vivent des subventions de l'Etat sioniste et de l'impérialisme.

Par la nature même de l'Etat d'Israël, la solution des « deux Etats », l'un juif et l'autre arabe, « voisins et coexistants dans la paix » n'est qu'une utopie réactionnaire. Tout d'abord, parce que la nature d'Israël

empêche la moindre négociation. L'échec des accords d'Oslo (signés en 1993, entre Israël et la direction collaborationniste de la OLP-Fatah) est évident, vu le maintien et l'approfondissement des méthodes de nettoyage ethnique des colonies sionistes dans les territoires qui devraient correspondre à ce prétendu « Etat » palestinien. Deuxièmement, parce que l'acceptation de cet « Etat » signifierait l'abandon du « droit au retour » de millions de réfugiés, leurs maisons et leurs terres se trouvant toujours en Israël. Du point de vue militaire, cette issue est également impossible parce que cet Etat microscopique serait entouré par un ennemi infiniment plus puissant qui, dans la pratique, maintiendrait l'occupation et l'isolement.

A vrai dire, la proposition des « deux Etats », défendue par l'impérialisme, par le gouvernement israélien et par les directions traîtres et collaborationnistes palestiniennes comme le Fatah, reviendrait à établir de simples bantoustans comme celles de l'apartheid sud-africain, des zones gérées formellement par les Noirs dans le cadre d'un Etat raciste dominé par les Blancs.

Pour tout cela, la tâche historique de la destruction de l'Etat d'Israël, à l'ordre du jour pour le peuple palestinien et pour toutes les révolutions arabes, en unité avec la classe ouvrière et les peuples du monde, est une tâche équivalente à celle de la destruction de l'Etat nazi allemand ou de l'Etat de l'apartheid en Afrique du Sud.

Vaincre Israël, c'est possible !

Cette tâche historique, qui semblait impossible à cause des écrasantes victoires militaires israéliennes jusqu'en 1973, est à l'ordre du jour dans l'actualité, dans de meilleures conditions. La défaite de l'armée israélienne au Liban, en 2006, aux mains du Hezbollah, a montré qu'il est possible de vaincre le sionisme, y compris sur le terrain militaire.

La vague de révolutions qui secoue l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient est en train d'isoler de plus en plus l'enclave sioniste-impérialiste, car les masses d'autres pays sont en train d'affronter et de renverser des dictateurs qui ont toujours été des alliés essentiels pour la sécurité de cette enclave, comme Moubarak, Kadhafi, Saleh et Al Assad. Des luttes intenses frappent la monarchie réactionnaire et pro-impérialiste de la Jordanie, un autre pays avec lequel Israël a un accord de paix. Et la révolution frappe aussi aux portes du Golan, considéré jusqu'à maintenant comme « la frontière la plus sûre », garantie par le régime d'Al Assad. A cela, il faut ajouter qu'en dépit de tous les raids et les attaques génocidaires, Israël ne parvient pas à vaincre militairement le Hamas et la population de Gaza.

La seule solution est une lutte politique et militaire unifiée du peuple palestinien et de tous les peuples arabes et musulmans. Dans ce processus, il est essentiel de dépasser les directions traîtres comme le Fatah ainsi que la direction islamique du Hamas qui, bien qu'elle ne reconnaisse pas l'Etat d'Israël, ne pourra jamais être conséquente jusqu'à la fin dans sa confrontation avec le sionisme et l'impérialisme, étant donné son caractère

bourgeois. Ce sera dans la lutte contre ces directions que le peuple palestinien pourra façonner et construire une direction révolutionnaire et internationaliste.

Ceci étant, le soutien à la cause palestinienne signifie en ce moment surtout un soutien inconditionnel aux révolutions dans le monde arabe et musulman, car la libération du peuple palestinien est une lutte internationale, de tous les exploités et opprimés du monde. La lutte du peuple palestinien est inséparable de la lutte des autres peuples de la région. Ce n'est qu'une seule lutte parce que l'ennemi est le même.

Ces révolutions sont en train de créer une nouvelle avant-garde de jeunes combattants en Egypte, en Syrie, en Tunisie, en Libye et aussi en Palestine. Pour conclure, nous faisons donc nôtres les mots de deux jeunes combattantes pour la révolution dans tout le monde arabe et pour la libération finale de toute la Palestine : Sara Al-Suri, révolutionnaire syrienne, et Najlaa Kaied, militante de la jeunesse de la ville Naplouse, en Cisjordanie. Les deux ont pris la parole au récent Forum social mondial – Palestine Libre, au Brésil, et elles y ont fait référence à l'unité de la lutte palestinienne avec celle de tous les peuples arabes et musulmans, et en particulier à l'unité et le soutien mutuel avec la révolution syrienne.

A cette occasion, Sara dit : « La révolution syrienne et la lutte palestinienne ne font qu'une, contre la tyrannie, l'oppression et l'impérialisme. Comme disent les militants syriens dans leurs manifestations : "Il y a une âme palestinienne dans chaque révolutionnaire syrien." »

Najlaa parla dans le même sens et déclara:

« Il est vrai que de nombreuses organisations politiques en Palestine sont contre les Syriens, mais cela ne fait que mettre en évidence la distance qui sépare ces bureaucraties du sentiment de la masse des habitants de la Palestine occupée qui, dans leur grande majorité, se situent du côté du peuple syrien.

Nous sommes fatigués de voir notre lutte usurpée par des assassins et des tyrans qui, afin de rester au pouvoir, utilisent la cause palestinienne pour leurs propres intérêts.

Nous sommes convaincus que la libération de la Palestine imprègne la libération du monde arabe, et vice versa. Par conséquent, camarades, nous avons le devoir historique de nous unir avec toutes les révolutions arabes parce que ce sont elles qui, aujourd'hui, incitent à une troisième Intifada du peuple palestinien, une Intifada également contre nos bureaucrates, qui ont usurpé notre lutte pour leurs propres intérêts.

Vive la révolution syrienne, vive la révolution arabe, vive la Palestine libre ! »

Ce texte est la traduction d'un article publié sur le site de la LIT-QI, www.litci.org, le 19/12/2012, sous la plume de Ronald León Núñez